



AgEcon SEARCH
RESEARCH IN AGRICULTURAL & APPLIED ECONOMICS

The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library

This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.

Help ensure our sustainability.

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

aesearch@umn.edu

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.

Écarts entre prévision et réalisation sur les premiers plans en Haute-Loire

Danièle Godard

Résumé

Vingt exploitations de Haute-Loire ayant réalisé un plan de développement en 1976 ont été enquêtées au cours de l'année 1979. Ce travail avait pour but d'élaborer une méthode de suivi des exploitations engagées dans un plan de développement, fondée sur l'analyse des écarts entre prévisions et réalisations.

Abstract

Twenty farms in «Haute-Loire» under a development plan since 1976 were surveyed during 1979. This work was aimed at setting up a method to follow up farms involved in the program, based on the analysis of the discrepancies between reality and predictions.

Citer ce document / Cite this document :

Godard Danièle. Écarts entre prévision et réalisation sur les premiers plans en Haute-Loire. In: Économie rurale. N°141, 1981. pp. 41-50;

doi : <https://doi.org/10.3406/ecoru.1981.2757>

https://www.persee.fr/doc/ecoru_0013-0559_1981_num_141_1_2757

Fichier pdf généré le 08/05/2018

ECARTS ENTRE PREVISION ET REALISATION SUR LES PREMIERS PLANS EN HAUTE-LOIRE

Danièle GODARD

Ministère de l'Agriculture*

Vingt exploitations de Haute-Loire ayant réalisé un plan de développement en 1976 ont été enquêtées au cours de l'année 1979. Ce travail avait pour but d'élaborer une méthode de suivi des exploitations engagées dans un plan de développement, fondée sur l'analyse des écarts entre prévisions et réalisations.

DISCREPENCIES BETWEEN REALITY AND PREDICTION IN THE FIRST PLANS IN THE «HAUTE-LOIRE» DEPARTMENT

Twenty farms in «Haute-Loire» under a development plan since 1976 were surveyed during 1979. This work was aimed at setting up a method to follow up farms involved in the program, based on the analysis of the discrepancies between reality and predictions.

Le département de la Haute-Loire comptait plus de 350 plans de développement à la fin de l'année 1979 et les premiers plans avaient été réalisés dès la fin de l'année 1975. C'était donc un département où le besoin de suivi des agriculteurs ayant réalisé un plan se faisait sentir et où l'on disposait d'un certain recul pour analyser les premiers dossiers. Ces raisons ont conduit à choisir la Haute-Loire pour entreprendre l'étude dont les résultats se trouvent résumés ici.

Il faut remarquer que l'objectif de cette étude n'était pas de dresser un bilan (même partiel) de l'action plan de développement (2) mais de réfléchir à la mise au point d'une démarche de suivi des exploitants engagés dans cette procédure.

Une comparaison des prévisions aux réalisations n'est pas indispensable pour suivre les exploitations. En effet, il est tout à fait possible de conduire une analyse de gestion sur les seules réalisations d'un agriculteur ou d'un groupe d'agriculteurs.

Cependant l'existence dans les plans de développement d'une prévision élaborée à laquelle peuvent être comparées les réalisations permet une approche plus riche.

En effet, l'étude prévisionnelle réfléchiée par l'exploitant et son conseiller indique les choix technico-économiques nécessaires pour atteindre les objectifs de revenu et de temps de travail choisis.

Il est important de voir comment ces choix ont été mis en œuvre ou au contraire biaisés, indépendamment de l'uni-

que appréciation de la bonne marche ou des difficultés de l'exploitation à partir des résultats de gestion (3).

De plus, la comparaison des prévisions aux réalisations semble un bon moteur psychologique pour intéresser les exploitants à des actions de suivi et de développement (4).

Enfin, la comparaison des prévisions aux réalisations a l'avantage par rapport à la seule analyse des réalisations de permettre :

- d'améliorer, en les orientant plus précisément, les actions de développement auprès des exploitants, parce qu'on aura mis en évidence un certain nombre d'aspects prépondérants dans la prise de décision sur une exploitation ;

- d'améliorer l'élaboration de l'étude prévisionnelle.

Le but de cette étude est donc de comparer les prévisions aux réalisations de telle manière que cette comparaison permette de formuler des conseils aux agriculteurs lors du suivi du déroulement de leur plan de développement ; c'est-à-dire qu'on cherche à dépasser la simple constatation des écarts entre prévision et réalisation pour comprendre le fonctionnement des exploitations qui a conduit à ces écarts.

Pour cela, l'analyse est conduite par groupes d'exploitations classées selon deux dimensions :

- l'histoire des exploitations et des exploitants
- les objectifs des exploitants.

(*) D. Godard est Ingénieur à la Sous-Direction de la Modernisation et de l'Équipement des Exploitations.

En effet, cette typologie, qui, dans une région donnée, recoupe d'ailleurs bien souvent la typologie structurelle (par classes de surface, systèmes de production...) semble adéquate pour percevoir les motifs des décisions prises sur une exploitation, et, en particulier, les raisons pour lesquelles les décisions effectivement prises lors du déroulement du plan diffèrent de celles prévues lors de son élaboration. Cette meilleure compréhension de la rationalité propre à chaque type d'exploitation doit permettre de fournir aux agriculteurs des conseils adaptés (5).

DEFINITION DES GROUPES D'EXPLOITATIONS, SITUATION DE DEPART ET PROJET

On a ainsi défini trois groupes principaux d'exploitations selon l'histoire et les objectifs des exploitants ; ceux-ci sont explicités sur le tableau 1.

Tableau 1. — Situation de départ et projet des trois groupes d'exploitations

Premier groupe							
histoire	objectifs						
<p>Exploitants âgés ayant à peu près sûrement un successeur installés depuis 15 à 20 ans ou restés aide familial plus de 10 ans.</p> <p>Capitalisation lente avec un système de production resté très traditionnel.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Moderniser pour retenir un jeune. - Augmenter le revenu pour faire vivre deux familles et autofinancer le renouvellement de l'appareil de production. - Pas d'objectif de réduction du travail puisque l'association d'un fils est attendue. 						
Deuxième groupe							
histoire	objectifs						
<p>Exploitants jeunes installés depuis au plus 10 ans.</p> <p>Jusqu'à maintenant les exploitants ont repris l'exploitation des parents grâce en partie à un financement extérieur. Ils n'ont pas entrepris de modernisation.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le revenu pour atteindre un niveau de vie correct en mettant en œuvre un appareil de production modernisé. - Diminuer la pénibilité du temps de travail et le temps consacré à l'exploitation. 						
	<p>Sous-groupes</p> <table border="0" style="margin-left: auto; margin-right: auto;"> <tr> <td style="text-align: center; width: 30%;">1</td> <td style="text-align: center; width: 30%;">2</td> <td style="text-align: center; width: 30%;">3</td> </tr> <tr> <td style="text-align: center;">Priorité à l'exploitation. Technicité moyenne.</td> <td style="text-align: center;">Priorité au niveau de vie. Travailler moins. Ne pas vivre comme les parents.</td> <td style="text-align: center;">Priorité à l'exploitation. Technicité médiocre.</td> </tr> </table>	1	2	3	Priorité à l'exploitation. Technicité moyenne.	Priorité au niveau de vie. Travailler moins. Ne pas vivre comme les parents.	Priorité à l'exploitation. Technicité médiocre.
1	2	3					
Priorité à l'exploitation. Technicité moyenne.	Priorité au niveau de vie. Travailler moins. Ne pas vivre comme les parents.	Priorité à l'exploitation. Technicité médiocre.					
Troisième groupe							
histoire	objectifs						
<p>Exploitants plus ou moins jeunes.</p> <p>Ayant déjà modernisé et transformé leur système de production au cours de leur histoire.</p> <p>Ont actuellement un système d'une dimension supérieure aux autres.</p>	<ul style="list-style-type: none"> - Augmenter le revenu pour mieux vivre et dans certains cas se permettre l'embauche d'un salarié. - Valoriser la compétence technique qu'ils sont conscients d'avoir. - Individualisme marqué. 						

Les différences marquées dans l'histoire et les objectifs des différents groupes se traduisent au niveau des caractéristiques de la situation de départ (cf. tableau 2).

Tableau 2. — Caractéristiques de la situation de départ par groupe d'exploitants

	1 ^{er} groupe	2 ^e groupe	3 ^e groupe
Surface	> 50 ha dans 5 cas sur 6	< 40 ha dans 8 cas sur 10	70 ha en moyenne (3 cas)
Capital d'exploitation	150 000 à 200 000 F Très peu de bâtiment, apparaissant à l'actif.	200 000 F Pratiquement aucun bât. apparaissant à l'actif.	> 200 000 F
Emprunts antérieurs	< 50 000 F Certaines exploitations n'ont aucun endettement.	76 000 F Tous les exploitants ont emprunté pour s'installer.	< 50 000 F Tous les exploitants ont emprunté de l'argent un jour. Mais certains n'ont plus aucune dette.
Comptabilité	Trois comptabilités	Aucune comptabilité	Tous en comptabilité depuis plusieurs années.

On peut remarquer que ces seuls critères n'établissent pas une différenciation très prononcée entre les groupes d'exploitations. Par contre, ces critères replacés dans une histoire et face à des objectifs explicités en termes qualitatifs suffisent à distinguer des groupes dont les différences apparaissent nettement dans les projets, et plus encore dans la mise en œuvre de ces projets.

Tableau 3. — **Caractéristiques des projets de développement**

	1 ^{er} groupe		2 ^e groupe		3 ^e groupe	
Investissements prévus	Bâtiment	105 000 F	Bât.	174 000 F	Bât.	210 000 F
	Matériel	9 000 F	Mat.	7 000 F	Mat.	43 000 F
	Cheptel	31 000 F	Chept.	28 700 F	Chept.	31 500 F
	Total	145 000 F	Total	209 700 F	Total	284 500 F
Financement demandé	Prêt	41 000 F	Prêt	100 600 F	Prêt	120 000 F
	Subvention	45 000 F	Subv.	54 000 F	Subv.	120 500 F
Système de production, objectif.	Système mixte 10 à 25 vaches laitières et 200 à 400 brebis		Système spécialisé 10 à 40 vaches laitières ou 200 à 300 brebis		Système spécialisé 100 taurillons ou 450 à 600 brebis	
Evolution de la main-d'œuvre	1,7 UMO au début 1,7 UMO en fin de plan		1,3 UMO au début 1,3 UMO en fin de plan		1,7 UMO au début 1,7 UMO en fin de plan	
Evolution des résultats	Croissance de 70 % du revenu agricole 41 500 F à 70 500 F		Croissance de 127 % du revenu agricole 25 000 F à 56 000 F		Croissance de 87 % du revenu agricole 38 800 F à 72 600 F	

Le premier groupe d'exploitations envisage relativement peu d'investissements, demande peu de financement et conserve un système de production mixte qu'il pense garantir d'une certaine sécurité et d'une indépendance des futurs co-exploitants.

Le deuxième groupe envisage relativement plus d'investissements, demande plus de financement, s'oriente vers un système spécialisé (même si les parents avaient un système mixte) et envisage des performances techniques plus importantes que le premier groupe.

Le troisième groupe, en situation d'aborder une deuxième phase de développement, pourrait-on dire, se situe à un niveau encore supérieur pour tous les critères.

ECARTS ENTRE PREVISION ET REALISATION : ATTEINTE DES OBJECTIFS

La procédure plan de développement doit permettre aux exploitants d'atteindre certains objectifs qui sont précisés dans l'article premier du décret n° 74-129 du 20 février 1974 :

« La modernisation des exploitations en mesure de se développer doit leur permettre d'atteindre, au terme d'un plan de développement, un revenu du travail comparable à celui dont bénéficient les activités non agricoles de la région tout en améliorant de façon durable les conditions de travail et de production ».

Le revenu du travail tel qu'il est calculé et qui sert de critère administratif pour le jugement des dossiers traduit de manière synthétique plusieurs objectifs ; c'est pourquoi ce texte a été transcrit sous la forme des objectifs suivants : un objectif de production (souci d'une agriculture exportatrice) ; un objectif de temps et de conditions de travail, et/ou un objectif de niveau de vie de la famille (ces deux objectifs traduisant le souci de parité avec les autres secteurs d'activité) ; un objectif de situation financière de l'entreprise (souci d'une agriculture capable de financer ses investissements sans avoir recours constamment à des aides importantes de l'Etat...).

Pour mener cette comparaison des réalisations aux objectifs prévisionnels les critères suivants ont paru suffisants :

- en matière d'objectif de production on a raisonné dans l'optique d'un produit brut au sens comptable, c'est-à-dire qu'ont été retenus les ventes, diminuées des achats

d'animaux, les variations d'inventaire animaux et végétaux, les produits annexes et l'autoconsommation.

- en matière de temps et de condition de travail on ne dispose comme critère de comparaison que du nombre d'unité de main-d'œuvre (UMO) qui est très insuffisant ; aussi faut-il, pour porter un jugement sur l'atteinte de cet objectif, le compléter par enquête.

- en matière de niveau de vie de la famille ont été retenus les prélèvements familiaux (ou les salaires des associés s'il s'agit d'un GAEC) et l'autoconsommation qui est importante dans certaines exploitations. Ces critères sont très insuffisants pour juger du véritable niveau de vie de la famille puisque celle-ci peut consommer en outre de l'argent venant de l'extérieur (salaire d'un conjoint, allocations familiales...), ils suffisent cependant à juger de l'atteinte d'un objectif de niveau de vie permis par l'exploitation.

- en matière de situation financière ont été retenus des ratios classiques : capitaux propres/capitaux permanents, capitaux propres/passif, capitaux permanents/immobilisations, valeurs réalisables et disponibles/dettes à court terme.

Les tableaux, ci-après, où sont récapitulés les résultats sur ces quatre objectifs montrent que si aucune exploitation ne réalisait exactement ce qui était prévu, aucune ne se trouverait dans une situation difficile. On voit sur les deux tableaux des pages suivantes que :

- la production est toujours inférieure en quantités de produits à ce qui avait été prévu sauf dans des exploitations du Groupe 3. Elle n'est inférieure en valeur que dans un groupe (6) ;

- la situation financière est moins bonne que prévue dans un seul groupe : le deuxième sous-groupe du Groupe 2 où l'on rencontre dans certains cas une dégradation de la situation nette en cours de plan et un ratio de trésorerie chroniquement faible. Les autres caractéristiques d'endettement, d'indépendance financière dépendent plus de la date d'installation des exploitants que de la réalisation du plan de développement.

- la prévision est fortement dépassée en matière de prélèvements familiaux dans trois groupes d'exploitations ; elle est par contre loin d'être atteinte dans un groupe malgré le faible niveau prévu.

- la situation en matière de conditions de travail est assez difficile dans toutes les exploitations mais ne devient réellement préoccupante que dans deux groupes.

Tableau 4. — Ecart par rapport aux objectifs fixés par le plan de développement

	Groupe 1	Groupe 2			Groupe 3
		Sous-groupe 1	Sous-groupe 2	Sous-groupe 3	
Production	- quantités produites inférieures à la prévision - valeur + 10 %	- quantités produites inférieures à la prévision - valeur + 15 %	- quantités produites inférieures - types de produit non prévus - valeur + 15 %	- quantités produites inférieures à la prévision - valeur -- 5 %	- quantités produites parfois égales à la prévision - valeur + 20 %
Situation financière	plutôt meilleure que la prévision $\frac{SN}{CP} > 80\%$ $\frac{CP}{P} > 80\%$ Fonds de roulement 1 à 1,60 Trésorerie bonne	plutôt bonne SN $\frac{SN}{CP} = 65 \text{ à } 80\%$ $\frac{CP}{C} = 60 \text{ à } 80\%$ F. de roulement 1 à 1,30 Trésorerie bonne	plutôt moins bonne que la prévision $\frac{SN}{CP} = 30 \text{ à } 70\%$ $\frac{CP}{P} = 30 \text{ à } 70\%$ F. de roulement 1 à 1,50 Trésorerie mauvaise	plutôt bonne $\frac{SN}{CP} = 55 \text{ à } 90\%$ $\frac{CP}{P} = 55 \text{ à } 90\%$ F. de roulement 1,10 Trésorerie bonne	plutôt bonne % $\frac{SN}{CP} = 75 \text{ à } 90\%$ $\frac{CP}{P} = 65\% \text{ à } 80\%$ F. de roulement 1,30 à 1,70 Trésorerie parfois mauvaise
Prélèvements familiaux	Prévision largement dépassée 48 200 F + 163 %	Réalisation inférieure à la prévision 19 000 F — 6 %	Prévision logement dépassée 49 000 F + 125 %	Réalisation inférieure à la prévision 9 000 F — 50 %	Prévision largement dépassée 64 000 F + 73 %
Temps de travaux	Situation parfois un peu difficile si le successeur attendu ne travaille pas encore	Sit. un peu diff., mais maîtrisée. Abandon de certaines productions. Retard construction	Plusieurs exploitants sont dépassés par le travail à fournir sur l'exploitation		Les objectifs des exploitants sont atteints. Mais pour ceux qui travaillent seuls la situation est toujours un peu tendue. Stagiaires - salarié.

SN : Situation nette
CP : Capitaux permanents
P : Passif

ratio de trésorerie = $\frac{\text{valeurs réalisables et disponibles}}{\text{dettes à court terme}}$

COMPREHENSION DES ECARTS

Nous examinons d'abord les écarts en matière de produit brut et d'obtention de celui-ci, puis en matière de revenu agricole (l'ensemble des résultats est présenté dans le tableau 1). Ensuite, on s'attachera aux écarts dans la répartition du revenu entre la famille et l'exploitation en tenant compte des écarts en matière de financement extérieur (l'ensemble des résultats est présenté dans le tableau 2) (7).

a) Produit brut

Une seule exploitation atteint en quantités produites les objectifs qu'elle s'était fixés : il s'agit d'une exploitation du 3^e groupe.

C'est dans ce groupe que l'on rencontre les plus grands écarts positifs en valeur entre prévision et réalisation et ce sont les exploitations de ce groupe qui obtiennent, d'assez loin, le plus fort produit brut (environ 200 000 F contre 100 à 150 000 F dans les autres groupes).

Dans les autres groupes, les résultats sont plus ou moins bons et la prévision a été plus ou moins bien suivie.

Les résultats du 1^{er} groupe sont moyens mais surtout ce groupe se signale par une remarquable difficulté à suivre la prévision, c'est-à-dire à modifier le système de production antérieurement pratiqué. On a l'impression d'un manque de vision à moyen terme de l'évolution du système. Beaucoup de décisions continuent d'être prises dans une optique à court terme, largement dépendante des problèmes de trésorerie : maintien de vaches laitières qui devraient disparaître, élevage de veaux de boucherie et non prévision du renouvellement du troupeau de souche, ventes de céréales et alimentation concentrée des animaux très anarchique...

Les résultats du 2^e groupe sont variables selon les sous-groupes.

- le 1^{er} sous-groupe a d'assez bons résultats et malgré certains retards dans la mise en place de leur nouveau système de production, les exploitants semblent conscients des décisions à prendre pour atteindre l'évolution prévue à moyen terme.

- le 2^e sous-groupe a souvent de mauvais résultats ; on sent dans ces exploitations le poids des problèmes sanitaires. Dans les cas les plus difficiles, les exploitants ont ajouté à leur spéculation principale des spéculations annexes non prévues. Cette orientation qui ne modifie pas très positivement le revenu global de l'exploitation, ne permet pas, par les charges nouvelles de travail qu'elle occasionne, d'améliorer les résultats de la spéculation principale.

- le 3^e sous-groupe a de tous les groupes les plus mauvais résultats. Les performances techniques sont mauvaises et rien n'est fait pour pallier la situation.

b) Revenu agricole

Les meilleurs résultats en matière de revenu agricole ne se retrouvent pas obligatoirement dans les exploitations ayant les meilleurs produits.

En effet, le premier et le troisième groupes se trouvent relativement proches l'un de l'autre en matière de revenu agricole tant en valeur absolue par exploitation qu'en dépassement de la prévision.

Cependant ils atteignent ces résultats proches par des voies très différentes :

- les exploitants du 1^{er} groupe ont restreint leurs dépenses en matière de charges proportionnelles. (Le montant global de celles-ci est inférieur en francs courants à la prévision) (8). Les dépenses concernant les cultures ont été particulièrement faibles.

Les charges de structures sont plus importantes. Il s'agit principalement des postes frais de personnel, TFSE et amortissements du fait d'investissements non prévus.

Mais le rapport $\frac{\text{Charges réelles d'exploitation}}{\text{Produit brut}}$ reste tou-

jours compris entre 50 et 60 %.

- les exploitants du 3^e groupe n'ont pas quant à eux restreint leurs dépenses en charges proportionnelles ; les frais de culture et d'alimentation des animaux dépassent en francs courants les montants prévus en francs constants à

un taux annuel voisin de celui de l'inflation. Les charges de structures quant à elles sont plus importantes que prévu : il s'agit en particulier des frais de matériel : carburants, lubrifiants, entretien du matériel, amortissement du matériel, qui ont beaucoup augmenté par rapport à la prévision.

Le rapport $\frac{\text{Charges réelles d'exploitation}}{\text{Produit brut}}$ dépasse toujours 65 %.

Tableau 5. — Valeurs moyennes par groupe et sous-groupe d'exploitations

Groupes	Produit brut		Charges proportionnelles		Charges de structures		Revenu agricole	
	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)	(1)	(2)
1 ^{er} groupe	124 500	+ 8 %	24 888	- 27 %	37 890	+ 11 %	62 231	+ 47 %
	136 900	+ 10 %	29 795	- 25 %	48 022	+ 44 %	60 897	+ 41 %
	171 390	+ 9 %	51 081	+ 3 %	48 355	+ 24 %	71 553	+ 7 %
2 ^e groupe	129 561	+ 19 %	32 330	- 18 %	42 456	+ 4 %	56 105	+ 73 %
	133 497	+ 16 %	37 941	- 7 %	59 420	+ 24 %	35 384	+ 19 %
Ss. gr. 1	108 174	+ 24 %	31 162	+ 14 %	46 028	+ 18 %	20 973	+ 47 %
	133 497	+ 16 %	37 941	- 7 %	59 420	+ 24 %	35 384	+ 19 %
Ss. gr. 2	108 174	+ 24 %	31 162	+ 14 %	46 028	+ 18 %	20 973	+ 47 %
	113 942	+ 13 %	37 484	+ 17 %	54 587	+ 33 %	28 939	- 28 %
Ss. gr. 3	98 972	+ 5 %	14 554	- 44 %	46 824	+ 28 %	37 594	+ 7 %
	78 382	- 11 %	22 231	- 4 %	50 368	+ 43 %	5 783	- 81 %
3 ^e groupe	197 697	+ 15 %	68 847	+ 10 %	66 055	- 1 %	60 554	+ 44 %
	240 663	+ 29 %	69 256	+ 12 %	85 188	+ 22 %	86 209	+ 81 %
	228 624	+ 21 %	74 465	+ 6 %	104 246	+ 24 %	49 162	+ 5 %

1. Valeurs réalisées pour les 2 ou 3 premiers exercices

2. % d'écart à la prévision

c) Répartition du revenu entre la famille et l'exploitation - importance du financement extérieur.

1. Prélèvements familiaux - investissements

* Les prélèvements familiaux prévisionnels sont largement dépassés en réalisation dans trois groupes (1^{er} groupe - 3^e groupe - 2^e sous-groupe du 2^e groupe) ; ils atteignent ou dépassent 50 000 F par exploitation et par an (cf. tableau 4).

Cependant, les conséquences pour les exploitations de ces importants dépassements de la prévision ne sont pas les mêmes dans tous les groupes :

- dans le 1^{er} groupe et le 3^e groupe, on dépense plus, mais nettement moins que l'on ne gagne (9). Comme l'endettement antérieur au plan est faible, les exploitants peuvent se permettre d'investir plus que prévu (+ 30 % et + 121 % respectivement sur les trois premières années), en matériel notamment.

- dans le 2^e sous-groupe du 2^e groupe, on dépense plus qu'on ne gagne ; de plus, les annuités antérieures au plan étant déjà relativement importantes, les exploitants ont dû restreindre les investissements prévus — 14 % sur les trois premières années).

* Dans le 1^{er} et le 3^e sous-groupes du 2^e groupe, les exploitants ont dépensé moins ou même beaucoup moins qu'il n'était prévu : ainsi, même ceux qui ont gagné beaucoup moins que prévu ont pu se permettre d'investir un peu plus que ne le prévoyait l'étude technico-économique prévisionnelle (+ 16 % et + 17 % sur les trois premières années).

2. Financement extérieur

Ces accroissements d'emplois (en prélèvements familiaux et en investissements) ont été financés en partie par des accroissements de ressources extérieures obtenus par des avenants aux plans initiaux.

Les surcroîts de financements ont été relativement faibles par rapport au surcroît de dépenses d'investissements dans les 1^{er} et le 3^e groupe d'exploitations. Ils ont par contre été importants dans tous les sous-groupes du 2^e groupe c'est-à-dire que ces exploitants ont parfois demandé un surcroît de financement pour des investissements prévus.

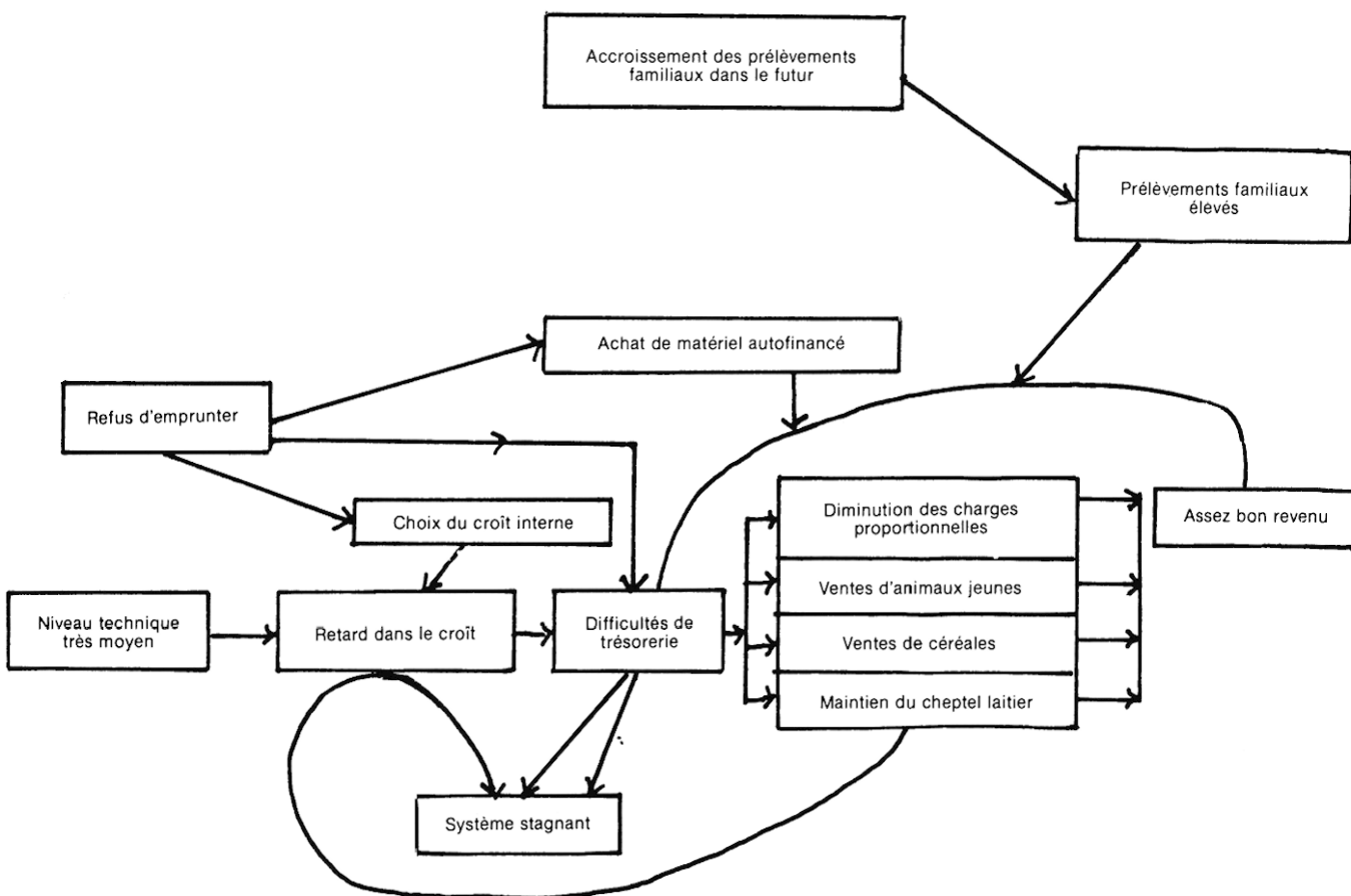
Les écarts par rapport à la prévision que nous venons d'analyser, quoique importants pris chacun séparément, se compensent. Seules les exploitations du 2^e sous-groupe du 2^e groupe sont dans une situation financière parfois délicate qui demanderait une attention plus particulière.

MISE EN FORME DE L'ANALYSE DES ECARTS - UTILISATION POUR LE CONSEIL AUX AGRICULTEURS

Outre la constatation des écarts aux objectifs, cette étude avait pour but la compréhension du fonctionnement des exploitations analysées et, à partir de là, la formulation de conseils aux exploitants pour l'amélioration de leur situation.

Pour présenter de manière synthétique les remarques faites sur les principaux groupes d'exploitations, il est possible d'établir les schémas illustrant les relations entre les décisions des agriculteurs et la situation à laquelle ils sont parvenus. De l'examen de cette évolution on peut diagnostiquer un avenir probable de l'exploitation, si l'exploitant ne modifie pas ses règles de décision ; et par conséquent les conseils prioritaires de redressement qu'il devrait suivre.

1^{er} GROUPE D'EXPLOITATIONS

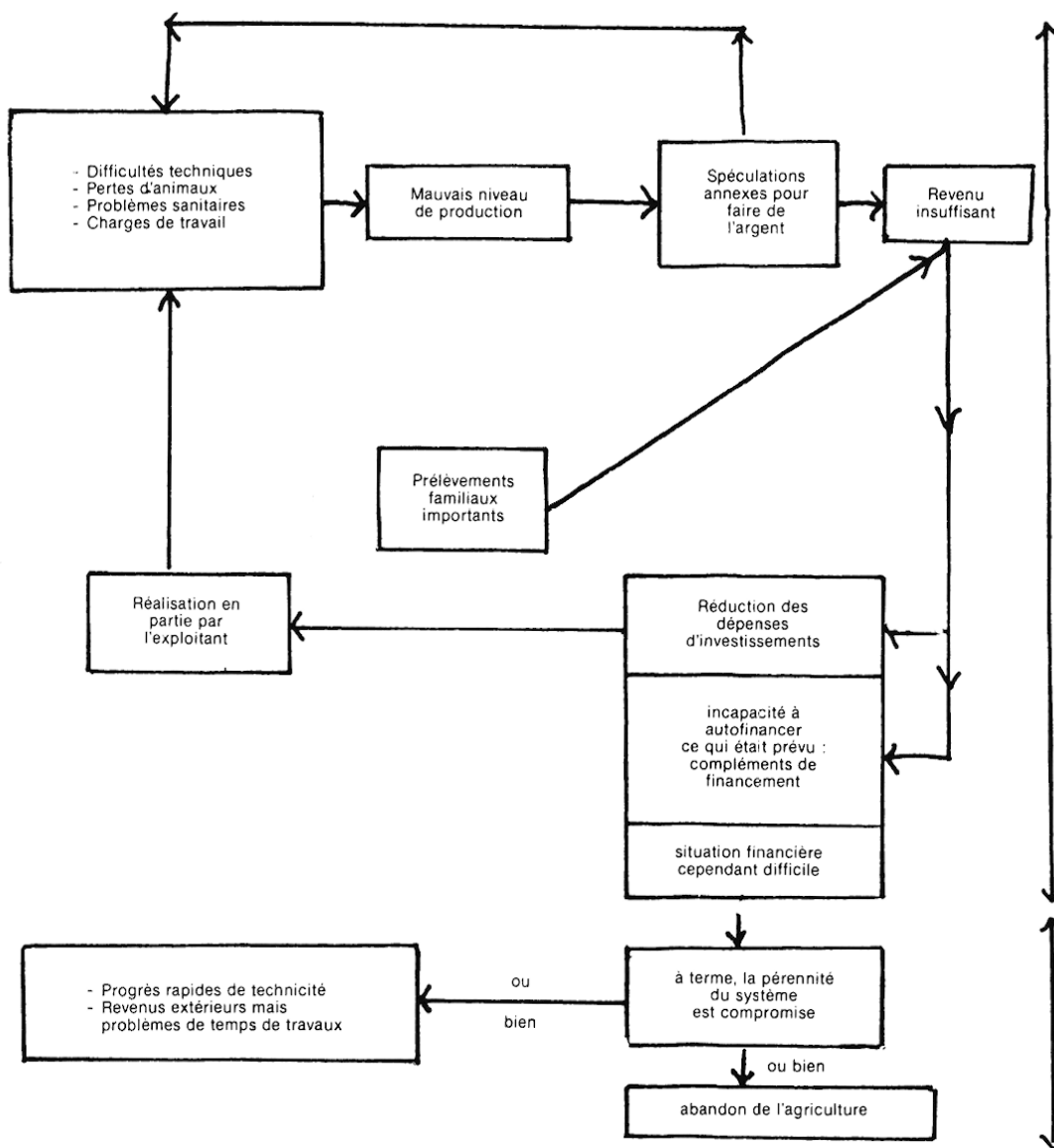


Au départ, ces exploitants se caractérisent par un niveau technique très moyen et le refus d'emprunter pour développer leur exploitation ; la solution du croît interne choisie pour augmenter le cheptel ne permet pas d'arriver au résultat escompté. Les exploitants ont des difficultés de trésorerie qu'ils essaient de pallier en modifiant le moins possible leur système de production antérieur : c'est-à-dire qu'ils diminuent les charges proportionnelles par rapport à ce qui était prévu, ils continuent à vendre des animaux jeunes au lieu de prévoir renouvellement et croissance de leur troupeau de souche, ils continuent à vendre des céréales au détriment des rations concentrées des animaux (brebis en particulier), ils maintiennent le cheptel laitier dans les

cas où celui-ci devait diminuer. Ce type de conduite de leurs spéculations continue de leur apporter pour l'instant un assez bon revenu qu'ils consomment en prélèvements familiaux élevés et en autofinanciant leurs achats de matériels, plus élevés eux aussi que prévu. Les difficultés de trésorerie se maintiennent et le système stagne.

Ces exploitants ne pourront pas faire face, s'ils maintiennent leur système actuel, à l'accroissement des prélèvements familiaux, qu'occasionnera l'installation de deux ménages sur ces exploitations (actuellement les associés attendus ne sont pas mariés ou ne travaillent pas encore avec les parents).

2^e GROUPE - 2^e SOUS-GROUPE

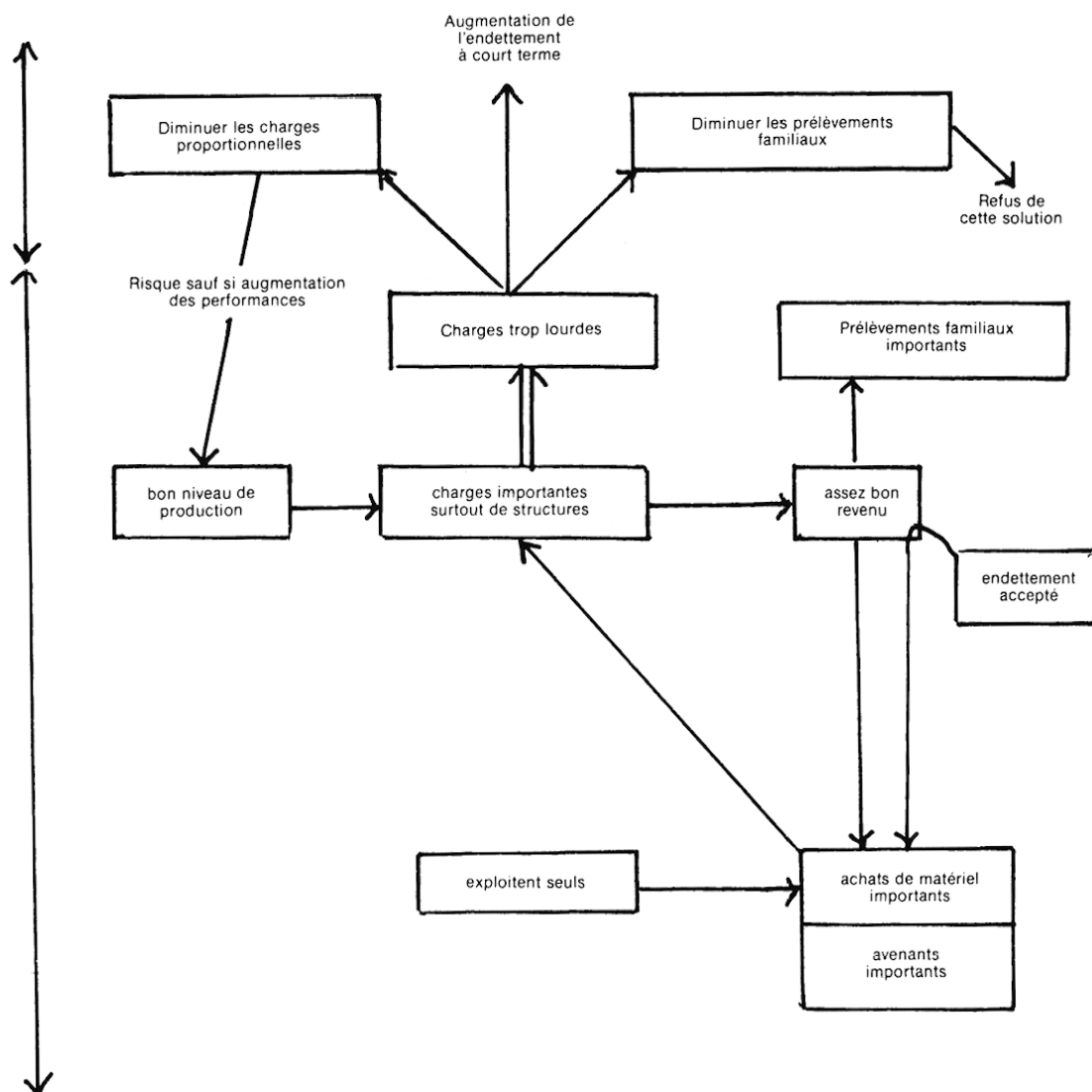


Au départ ces exploitants jeunes, nouvellement installés, maîtrisent mal leur système de production : ils ont des problèmes sanitaires et sont un peu dépassés par le travail à fournir sur leur exploitation. Le mauvais niveau de production des spéculations principales incitent ces exploitants à mettre en place des spéculations annexes pour faire de l'argent. Ce choix n'améliore ni la charge de travail ni le revenu qui reste très insuffisant par rapport aux prélèvements élevés que font les exploitants. Ceux-ci ont réduit les dépenses d'investissements en réalisant une partie des bâtiments par eux-mêmes mais se sont tout de même trouvés dans

l'incapacité d'autofinancer à hauteur de ce qui était prévu ; en conséquence, ils se sont trouvés contraints de demander des compléments de financement à moyen terme et voient pourtant leur situation financière se dégrader par augmentation de l'endettement à court terme (10).

A terme si la situation n'est pas modifiée ces exploitations sont condamnées. Il faut que ces exploitants s'engagent dans la voie de progrès techniques ou (et) trouvent des revenus extérieurs (travail de la femme à l'extérieur, gîte rural...).

3^e GROUPE D'EXPLOITATIONS



Il s'agit d'exploitants plus ou moins jeunes dont le plan représente déjà une deuxième phase de développement ; ils ont un bon niveau de production et un assez bon revenu malgré des charges (de structure en particulier) importantes. Du fait d'un niveau de revenu correct, ils prélèvent plus qu'il n'était prévu mais aussi investissent plus que prévu pour l'exploitation, profitant des facilités accordées par les plans de développement en matière d'avenant au plan de financement initial. Le relatif suréquipement en matériel de ces exploitations n'est pas totalement critiquable dans la mesure où ces exploitants travaillent seuls sur leur exploitation mais il induit un alourdissement des charges déjà importantes qui risque de poser un problème à l'avenir. En effet, que pourront faire ces exploitants devant l'alourdissement de leurs charges de structure et la diminution de leur revenu qui en résulte ?

- diminuer leurs prélèvements familiaux mais il refusent cette solution,
- s'endetter à court terme pour faire face temporairement ; on sait bien que cette solution est souvent très dangereuse car elle risque de se pérenniser,
- diminuer les charges proportionnelles mais ceci risque de remettre en cause le bon niveau de production,

La situation correcte de ces exploitations mérite malgré tout un effort de suivi et des conseils pour augmenter les performances des spéculations et aussi pour freiner l'équipement en matériel.

CONCLUSION

Le suivi des plans de développement doit conserver l'approche globale de l'exploitation qu'institue la procédure dès l'élaboration du dossier technico-économique prévisionnel. C'est dire que le suivi des plans de développement ne doit pas, dans un premier temps s'attacher à la détection fine des problèmes techniques, mais plutôt chercher à repérer le sens général des redressements à apporter.

Comme nous avons essayé de le mettre en application dans l'ensemble de l'étude il ne s'agit pas tant de juger la situation de l'exploitant par rapport à des normes que de comprendre pourquoi le fonctionnement réel de l'exploitation s'est écarté du fonctionnement prévu. C'est à partir de là et en s'aidant de normes que l'on conseillera à nouveau l'agriculteur en modifiant au besoin l'étude prévisionnelle initiale; cette démarche détaillée de réorientation éventuelle de la prévision est une démarche de conseil individuel.

Mais on peut par ailleurs concevoir la mise en œuvre d'une forme de conseil collectif visant à montrer, sans dépasser le niveau de généralité des schémas précédents, le fonctionnement de l'exploitation ayant conduit à la situation actuelle et l'avenir prévisible si les exploitants ne modifient rien à la conduite de leur exploitation. Une première mise en forme de cette présentation par le conseiller responsable du groupe pourrait être discutée, modifiée et affinée avec le groupe d'exploitants.

Cette méthode diffère assez des méthodes d'analyse de groupe couramment pratiquée (11) :

1. Elle ne compare pas l'exploitation à d'autres, mais à sa propre prévision de développement. Ceci constitue à notre avis un bon moteur psychologique pour l'exploitant, mais valorise en outre sa fonction de chef d'exploitation, responsable de ses décisions. L'analyse de groupe n'analysant pas les décisions mais constatant seulement leurs résultats sous forme de ratios caractéristiques du système de production, remplissait très mal ce rôle.

2. Elle se fonde sur un diagnostic global qui se règle sur la recherche de la cohérence propre au fonctionnement passé et présent de chaque exploitation et sur la déduction des conséquences futures de la poursuite de cette cohérence. Ce travail est en partie qualitatif (recherche de l'histoire, des objectifs...) mais en partie aussi quantitatif (établissement de bilans de fonctionnement et de reproductivité du système).

3. Elle ne réduit pas la complexité d'un système de production à des éléments clés, mais au contraire comme la prévision, elle s'efforce de suivre les flux d'animaux, de fourrages, de céréales, de travail, d'argent... qui caractérisent aussi le fonctionnement de l'exploitation.

Le but de l'analyse est d'organiser ses flux en bilans, c'est-à-dire de faire apparaître des ressources et des besoins dont on jugera l'équilibre. Tout déséquilibre traduira un mauvais fonctionnement et/ou la mort à terme de l'exploitation.

Les flux financiers, uniquement analysés dans ce résumé, seront mis en forme dans un bilan, un plan de financement dont on jugera l'équilibre algébrique hors de toutes normes. L'analyse des mouvements de cheptel ou du bilan de travail peut se faire de même. Les analyses classiques de bilans fourragers se conduisent de la même manière à condition que l'on dispose de références techniques pour traduire une production fourragère en ressources fourragères et une production animale en besoins fourragers.

Cette approche nous semble plus susceptible de valoriser le travail de réflexion prévisionnelle qui se trouve à la base de la démarche des plans de développement, et en particulier la notion d'approche globale (12).

On montrera ainsi :

- dans une phase de diagnostic, qu'une décision technique ou financière a des répercussions sur l'ensemble du système,

- dans une phase de conseil, qu'une modification ne peut jamais être décidée de façon ponctuelle sans prendre en compte l'ensemble de l'exploitation.

BIBLIOGRAPHIE

1. CAPIILLON A., FLEURY A., SEBILLOTTE M., Essai pour dégager les voies d'évolution des exploitations agricoles de l'Ouest du Morbihan, 2 tomes, octobre 1979.
2. CAPIILLON A., SEBILLOTTE M., THIERRY J., Evolution des exploitations d'une petite région : élaboration d'une méthode d'étude. CNAS EA-GEARA, INA PG, Chaire d'agronomie, 1975.
3. BOURGEOIS A., SEBILLOTTE M., Réflexions sur l'évolution contemporaine des exploitations agricoles. Economie Rurale, n° 126, 4^e n° 1978, p. 17-28.
4. OSTY P.L., L'exploitation agricole vue comme un système. 1978, BTI, n° 329, p. 43-49.
5. CAPIILLON A., MANICHON H., Une typologie des trajectoires d'évolution des exploitations agricoles, principes, application au développement agricole régional. C.R. des séances de l'Académie d'Agriculture de France, 10.10.1979, p. 1168-1178.
6. SEBILLOTTE M., Analyse du fonctionnement des exploitations agricoles, trajectoires et typologie. INRA-SAD, Eléments pour une problématique de recherche sur les systèmes agraires et le développement, novembre 1979, p. 20-30.
7. BROSSIER J., PETIT M., Pour une typologie des exploitations agricoles fondée sur les projets et situations des agriculteurs. Economie Rurale n° 122, 6^e n° 1977, p. 31-40.
8. CAPIILLON A., TAGAUX M.J., Rendements des prairies et systèmes de production : analyse de la conduite de la production fourragère dans sept exploitations du pays de Caux Maritime. Séance de l'Acad. d'Agriculture de France, 27.02.1980, p. 335-347.

NOTES

1. Ministère de l'Agriculture - Sous-Direction de la Modernisation des Exploitations : les premiers plans de développement en Haute-Loire. Etude des écarts entre prévision et réalisation.

2. Les premiers plans de Haute-Loire présentent plusieurs particularités interdisant une quelconque représentativité : très forts barèmes de subvention attribués au début de l'action, système de production ovin relativement minoritaire en Haute-Loire. Par ailleurs les réalisations 76-77 se trouvent marquées par des années aux circonstances climatiques exceptionnelles.

3. Dans une perspective où l'agriculture devrait concourir à certains objectifs nationaux, il semble important de se pencher sur la valeur des prévisions qui sont faites au niveau de l'unité de production et sur les causes éventuelles d'échec.

4. On rejoint ici les travaux de J.M. ATTONATY, repris par l'ITEB dans l'élaboration de son système ATEL à un niveau plus fin. L'idée est de construire avec des exploitants en partant de leur situation et des normes dont on dispose, des systèmes de production plus performants. La comparaison des réalisations à la prévision est conçue comme le moteur de l'action de développement.

5. On s'inspire ici de nombreux travaux menés en particulier à la Chaire d'Agronomie de l'Institut National Agronomique Paris-Grignon (cf. bibliographie, en particulier n 1-2-3 et 5).

6. A ce sujet, il faut remarquer que les réalisations sont exprimées en francs courants et les prévisions en francs constants 1976.

7. Une analyse plus complète des écarts (en particulier en matière de résultats techniques) est réalisée dans l'étude dont on ne donne ici qu'un résumé.

8. Cf. note 6.

9. Par « ce que l'on gagne », il faut entendre la marge brute d'autofinancement, c'est-à-dire la somme du revenu agricole et des amortissements.

10. Il faut signaler que l'appel accru au financement extérieur pour pallier un insuffisant effort de capitalisation de l'exploitant (prélèvements familiaux trop importants) pose un problème délicat. Malgré les difficultés de droit que pose un « contrôle » des prélèvements familiaux, on peut se demander s'il ne conviendrait pas d'en faire, en partie dépendre l'acceptation des avenants à un plan de développement, et cela dans l'intérêt même des exploitants.

11. Cette méthode s'inspire très largement des travaux de M. SEBILLOTTE (voir bibliographie, en particulier n° 3 et 6).

12. Cette approche nous semble aussi aller dans le même sens que le souci actuel de plusieurs formateurs (voir en particulier les articles de J. MIOSECC « La politique de formation à l'installation, pédagogie du projet et évaluation » et de E. MARSHALL « La formation des agriculteurs à la gestion de leur exploitation » publiés dans le bulletin APCA mai 1979) de rassembler les approches globales de l'exploitation en terme de système et de projet, des approches plus traditionnelles de gestion. Voir aussi J. BROSSIER, E. MARSHALL « Décision et formation à la décision. Elément d'une stratégie de formation économique pour les agriculteurs » POUR n° 67, septembre-octobre 1979, p. 44-52.